

tion, et je suis content de constater que le gouvernement actuel l'a mis en mesure de s'exprimer comme il l'a fait. Nous avons toujours été d'opinion que l'immigration en ce pays devait être encouragée autant que possible ; mais durant ces trois dernières années, le nombre des commis, des artisans et des manœuvres devint trop considérable dans les villes et les cités pour justifier le dernier gouvernement d'encourager ce genre particulier d'émigration au Canada ; et en 1875, M. Jenkins, qui était alors notre agent général à Londres, reçut des instructions à cet effet, en même temps que nos agents en Europe recevaient des circulaires dans le même sens. Nous fûmes, cependant, accusés par des honorables messieurs de l'autre côté de la Chambre d'avoir fait venir des étrangers en ce pays à une époque où nos propres habitants manquaient de travail. Nous nous sommes efforcés d'appeler l'attention de nos agents en Europe sur l'émigration de la classe agricole, de colons qui se seraient fixés sur des terres, auraient cultivé et produit les choses nécessaires à leur subsistance tout en augmentant le commerce du pays. Les mesures qui auront pour objet immédiat l'émigration de cette classe, recevront naturellement notre appui cordial.

L'honorable monsieur a fait une observation bien juste en discutant cette question, lorsqu'il a parlé de la part de l'émigration dans la prospérité d'un pays, et il a dit en outre qu'il n'était pas raisonnable de s'attendre à ce qu'un gouvernement quelconque créât la prospérité. Et bien, monsieur, depuis les deux dernières années les honorables messieurs de l'autre côté de la Chambre et leurs amis ont précisément prétendu le contraire. Ils ont déclaré que le gouvernement précédent pouvait, par une législation, faire naître la prospérité ; mais je suis heureux de constater qu'ils trouvent maintenant qu'un gouvernement ne le peut pas.

La question des assurances sur la vie doit être discutée avec le plus grand soin. Quant au but immédiat du projet, qui est de trouver des fonds pour le gouvernement, c'est là, je l'admets, une question éminemment discutable et je dois dire, pour le moment, que je ne trouve pas du tout qu'il soit sage d'adopter une politique générale qui aurait ce caractère ; mais comme c'est, je le répète, une question très-discutable, nous la traiterons, je

puis le dire, avec une parfaite impartialité, dans le seul but de prendre le meilleur moyen possible d'augmenter la prospérité du pays. Je doute cependant beaucoup que l'honorable ministre des finances puisse compter avec certitude sur cette mesure comme moyen de rencontrer ses obligations par des emprunts.

J'étais aujourd'hui et le jour de la réunion du parlement quelque peu curieux de savoir jusqu'à quel point les honorables messieurs de l'autre côté de la Chambre parleraient dans le discours du Trône de la grande dépression des affaires qui existe dans ce pays. On nous a dit pendant les élections et à la dernière session que tout ce qu'il fallait pour arrêter ce courant d'adversités qui avait désolé le pays pendant les quatre ou cinq dernières années, c'était un changement de gouvernement ; on nous a dit sérieusement que si les élections générales amenaient ce changement, qu'il y aurait de suite une hausse considérable dans les valeurs. Mais j'ai remarqué, monsieur, que l'honorable chef du gouvernement, dans un discours prononcé par lui quelques semaines après les élections, avait fait allusion à ce sujet et avait demandé à son auditoire, auditoire très-intelligent, je suppose, de remarquer la hausse considérable dans les actions de banque. L'honorable monsieur ignorait apparemment que ces actions avaient baissé de plus de 25 pour cent, et que cette dépréciation aurait, entre la date des élections et celle de son discours, enlevé au pays dix à douze millions de capitaux de banque, si ces capitaux avaient été réalisés à cette époque.

Voilà la situation ; elle ne ressemble guère à une réaction dans le sens de la prospérité dont nous nous serions réjouis, parce que le ministre précédent, tout en adoptant les mesures qu'il avait crues les plus sages, ne put cependant réagir contre la dépression générale ; car si l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement avec une nouvelle politique avait dû ramener la prospérité, naturellement nous en aurions tous profité. Mais au lieu de cela, de grande qu'elle était, la dépression est devenue plus grande encore, et l'opinion exprimée par l'honorable monsieur dans une des salles publiques de cette ville au lieu d'être correcte était absolument inexacte, d'où je dois conclure que l'honorable monsieur ne s'était